

ISMAËL BOUDJEKADA & Laura RAGOT

Une autre idée de la France

Tout comme moi, vous faites sûrement partie de ces millions de Français qui ne croient plus en la politique, de ces millions de Français persuadés qu'il n'y a plus rien à attendre de ces partis traditionnels qui se partagent le pouvoir depuis des décennies et qui n'ont jamais eu aucun problème à retourner leurs vestes, de ces millions de Français qui sont les premières victimes d'orientations économiques ultra-libérales et mortifères et qui bouclent leurs fins de mois avec de plus en plus de difficultés.

Multipliant des plans d'austérité, nos responsables politiques nous demandent tout simplement de baisser nos pantalons tout en serrant nos ceintures. Et on attend de nous que nous acceptions toujours plus de concessions sans bouger le petit doigt. On cherche à nous faire croire qu'on ne pourrait pas faire autrement que de réaliser des économies, le plus souvent sur notre dos.

Mes priorités



Je négocierai un accord unilatéral de la représentation nationale afin que nous nous détachions des traités européens nous contraignant et obligeant nos représentants à nous saigner.

Je demanderai l'ouverture d'un moratoire sur la dette publique avec une négociation entre l'Union européenne et nos créanciers visant à restructurer la dette publique à des fins d'élimination de ce qui est illégitime.



Je serai un militant actif d'une politique de la demande en mettant sur la table des négociations le subventionnement des achats locaux à hauteur de 10%. Parce que oui, 10% de pouvoir d'achat en plus de manière immédiate, c'est possible, et ça se finance par une taxe sur les transactions financières à hauteur de 5% au niveau européen, pouvant nous garantir jusqu'à près de mille milliards d'euros de recettes par an !

J'accorderai toute mon énergie à faire retirer l'agrément financier aux institutions bancaires ayant des filiales dans les paradis fiscaux et je déposerai une proposition de texte visant à contraindre nos banques à communiquer les noms de nos ressortissants possesseurs de comptes à l'étranger, parce que la fraude fiscale, elle, représente près de 40 à 60 milliards d'euros de pertes par an !



Pour en savoir plus sur la campagne : www.facebook.com/ib2014